

Eau Vive

JUIN 2012 N° 52

LA LETTRE D'INFORMATION

Actualités

ICI & LÀ-BAS... PAGE 2

La fédération Eau Vive internationale est bien en marche

La société civile africaine marque son engagement

ZOOM PAGE 3

Au Nord comme au Sud, les mêmes difficultés

DOSSIER 6^e FME PAGE 4/5

Du débat politique aux solutions concrètes

Les droits de l'homme au cœur des politiques publiques

DÉVELOPPEMENT PAGE 6

Eau Vive engagée aux côtés de six communes

Une crise alimentaire peut être évitée si elle est anticipée

S'ENGAGER PAGE 7

C'est dans les moments difficiles que l'engagement prend tout son sens

APPEL AUX DONS PAGE 8

Sécurité alimentaire en Afrique



Eau Vive Actualités, publication semestrielle à 4 000 ex. éditée par **Eau Vive**, 27, rue Léon Loiseau 93102 Montreuil Cedex
tél.: 33 (0)1 41 58 50 50
fax: 33 (0)1 41 58 50 58

Email: eauvive@eau-vive.org / Site: www.eau-vive.org

Directrice de la publication **Danielle Touré-Roberget**

Rédactrice en chef **Sophie Bouan**

Comité de rédaction **Virginie Bineau, Laurent Chabert d'Hières,**

Henintsoa Rakotomalala, Sophie Tolachides

Secrétariat de rédaction, graphisme **Atelier Large Design**

Photographies **Eau Vive**

Impression **Néotypo** (papier recyclé/encre végétales).

ISSN 1622-0846.

Eau Vive bénéficie d'un partenariat privilégié avec le Groupe Développement et la SNCF.

ÉDITORIAL

Eau Vive soutient le dialogue multiacteurs

OPÉRATEURS PRIVÉS ET PUBLICS

PARTENAIRES FINANCIERS

AUTORITÉS ET SERVICES NATIONAUX

PARTENAIRES TECHNIQUES

FEMMES

ONG

LEADERS D'OPINION

JEUNES

COLLECTIVITÉS LOCALES

USAGERS

ASSOCIATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

En initiant et en mettant en œuvre **À l'Eau l'Afrique, À l'Eau le Monde**, *Eau Vive* s'est affirmée sur la scène internationale des acteurs de l'eau, fin 2011 et début 2012. En effet, l'organisation de six fora nationaux (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal et Togo) préparatoires du 6^e Forum Mondial de l'Eau (FME) qui s'est déroulé en mars dernier à Marseille, a permis aux acteurs d'un même pays d'engager un dialogue, de décriper les rapports entre les parties prenantes, de dégager des solutions partagées et de porter un message commun au Forum Mondial.

La qualité et le nombre élevé de participants

venant des pays concernés au Forum de Marseille témoigne de l'impact des fora nationaux sur la mobilisation des consciences individuelles et collectives autour des enjeux de l'eau et de l'assainissement en Afrique et plus généralement dans le monde. Des solutions concrètes ont émané des discussions, des engagements ont été pris. Le FME 2012 aura vécu. Cap maintenant sur la mise en œuvre des solutions proposées et le suivi des engagements pris, afin que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) soient atteints en 2015.

C'est pourquoi, fort de sa légitimité et de la reconnaissance de ses pairs, des collectivités locales, des États et autres parties prenantes dans les pays d'intervention en Afrique, *Eau Vive* se doit de maintenir sa position et son rôle d'animateur du dialogue multi-acteurs et d'appui à la maîtrise d'ouvrage locale et nationale dans la gestion de la ressource en eau et celle de ses services aux citoyens. **C'est en cela que l'engagement des adhérents**, élus, donateurs et partenaires institutionnels est plus que jamais nécessaire.

Jean Bosco Bazzié
Directeur général adjoint

Assemblée générale Eau Vive 23-24 juin 2012



Cette rencontre, qui se tiendra à St-Jean-du-Gard (30) est un moment unique pour se recentrer sur les fondamentaux de notre association. Africains et Français, nous croiserons nos regards entre situation sociopolitique et spécificité du positionnement de nos projets en France et en Afrique.

Journée mondiale de l'eau 22 mars



De Pau à Vesoul, plusieurs marches solidaires sous

l'égide de nos antennes et partenaires locaux ont rassemblé près d'un millier de sympathisants. Ils ont su attirer l'attention du public sur la sauvegarde des ressources en eau dont beaucoup d'êtres humains sont encore privés.

Eau Vive à la tête du SPONG



Le 30 avril 2012, à l'issue de sa 37^e assemblée générale, le Secrétariat Permanent des ONG a

élu à sa présidence Yongo Nignan, directeur d'Eau Vive Burkina Faso.

Hommage



Élu d'Ifs (14) Jacques Legardinier a été, depuis 1977, un acteur indéfectible de la solidarité

internationale aux côtés d'Eau Vive, Ifs Solidarité Sahel et Eau Vive Basse-Normandie. Il a défendu les valeurs d'humanisme, d'échanges et de respect de tous les êtres humains.

RÉSEAU

La fédération Eau Vive internationale est bien en marche



Eau Vive France soufflera fin juin sa première bougie. Sa priorité a été la structuration des antennes bénévoles offrant le choix entre deux types d'entités : association ou délégation.

Le réseau France s'affiche ainsi vis-à-vis du public avec une meilleure visibilité institutionnelle et les antennes sont désormais identifiées localement comme porteuses de projets à part entière. Les quatre groupes associatifs africains ont tenu leur assem-

blée constitutive. La nécessité de convergence des statuts nationaux a permis de multiples échanges croisés entre élu(es) dans un double travail d'ajustement à l'objet collectif et d'adaptation à la conformité juridique du pays.

Le comité de pilotage poursuit ses travaux afin de peaufiner la mécanique associative et opérationnelle; une commission technique est active pour finaliser l'ingénierie financière. Mais c'est le caractère institutionnel de la fédération qui nous tient particulièrement à cœur: des mobilisations citoyennes, animées par 5 ONG nationales, rassemblées dans un mouvement international d'acteurs de la société civile. ●

6^e FORUM MONDIAL DE L'EAU

La société civile africaine marque son engagement



Soutenus par la Coalition Eau, le collectif des Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE) du

Togo, le SPONG (groupement de 17 ONG burkinabè) et le Partenariat national de l'eau du Bénin ont tenu une session sur les fortes mobilisations citoyennes menées dans leurs pays. Présents à cette même tribune, des représentants des ministères en charge de l'Eau au Togo et au Bénin ont confirmé

quant à eux, leurs engagements notamment en termes de gouvernance et de concertation. L'ouverture d'espaces de dialogue et de concertation entre les différents acteurs est porteuse de solutions pour une mise en œuvre opérationnelle, équitable et pérenne des politiques publiques du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ces espaces doivent se développer et méritent d'être pleinement investis par une société civile engagée, compétente, prête à jouer son rôle de veille citoyenne et à devenir une véritable force de propositions. ●

ACHATS D'ÉTÉ SOLIDAIRES



« L'Eau pour tous ! Une plume et des crayons s'engagent »

La plume d'Érik Orsenna et le crayon de Zoetaba nous font découvrir la mare à malice. Dans cet ouvrage, les dessinateurs Arsenic, Deris, kab's, Nanga et Zoetaba se sont aussi exprimés sur l'eau en Afrique.

Tous publics
Livre - 15 x 21 cm

5 €



« Les Maîtres de l'eau »

Décallee et pleine d'humour, cette

BD invite le jeune lecteur à prendre conscience, en quelques répliques percutantes, de la rareté et des inégalités quand il s'agit de l'eau sur notre planète.

Public: 12/16 ans
BD - 15 x 21 cm

7 €



« Vivo raconte Bintou et Valentin »

Au Nord, comme

au Sud, l'eau est une ressource rare, moteur de développement mais aussi cause de conflits. Un comportement citoyen s'impose à tous.

Public: 8/12 ans
BD et CD-ROM

10 €



« Les Fantastiques - Vive l'eau vive »

16 chansons sur l'eau écrites et chantées par des enfants. CD

15 €

➔ Pour commander
Tél.: 01 41 58 50 50
www.eau-vive.org
boutique solidaire

MAIRES EN MILIEU RURAL

Au Nord comme au Sud, les mêmes difficultés



Le Forum Mondial de l'Eau à Marseille a été l'occasion d'organiser, avec le pS-Eau (Programme solidarité eau), une session d'échanges entre maires du Sud et du Nord autour de la mise en place d'un service communal « eau et assainissement » et de l'appui que pouvait apporter la coopération décentralisée.

Les maires de Houndé, Zorgho et Saponé (Burkina Faso), de Tessaoua et Kornaka (Niger), d'Ambohibary (Madagascar) et de Brest (France) ont partagé les mêmes constats sur les contraintes rencon-

trées. Tous témoignent des difficultés pour recruter des techniciens communaux à même d'assurer la gestion de l'eau et de l'assainissement en contexte rural. Cette fonction demande à la fois des compétences techniques mais surtout d'animation que les communes peuvent rarement s'offrir et garder (insuffisance de RH adaptée, besoin de compétences mixtes animation/technique, conditions de travail difficiles en zone rurale, salaires peu attractifs, concurrence du privé, relations humaines tech-

niciens/élus compliquées, insuffisance des moyens financiers...).

Tous font le constat que la meilleure solution est de recruter un jeune, issu de la commune, avec des capacités d'animation et de le former ensuite aux aspects techniques. La bonne gestion d'un service de l'eau nécessite avant tout une animation humaine et sociale de terrain.

D'où l'apport bienvenu des partenaires de coopération décentralisée, pour la formation d'agents communaux et pour l'appui à la création de revenus au niveau de la commune (la vente du service de l'eau permet de dégager les ressources nécessaires) et l'accompagnement à la création de commissions communales de l'eau. ●

3 QUESTIONS A...

Ousmane Kouré Jackou, maire de Kornaka (Niger)



Pourquoi avez-vous décidé de mettre en place une intercommunalité?

Nous sommes cinq communes rurales à partager les mêmes réalités socio-culturelles. Ce regroupement nous permet d'échanger, d'utiliser des agents communs, de réaliser de plus grands investissements. Nous avons plus de force pour développer nos communes.

Vous étiez à Marseille,

que vous a apporté ce Forum Mondial de l'Eau?

J'ai suivi de nombreuses sessions où j'ai rencontré des représentants des ONG, des agences de l'eau, des industriels, des décideurs, des élus... Leurs expériences m'ont apporté beaucoup d'enseignements. Nous les avons informés sur l'intercommunalité, la décentralisation, la maîtrise d'ouvrage communale, l'utilité de l'agent technique intercommunal, le fonctionnement des structures... Aujourd'hui nous sommes déçus par la faible enveloppe annoncée

par notre partenaire Agence de l'Eau. Mais en participant activement à ce type de rencontres, nous espérons être mieux compris avec le temps et débloquer d'autres fonds.

Quel message souhaitez-vous adresser aux partenaires français du développement?

Un appel à une plus grande utilisation de la loi Oudin Santini. Il faut mettre en avant la question de l'accès à l'eau, pour qu'ensemble on réalise les engagements pris lors des différents fora et atteindre les OMD. ●

Retour d'expériences au Burkina Faso



Quand ?

En juillet 2011.

Où ?

À Houndé.

Quoi ?

Eau Vive et le pS-Eau ont organisé un atelier d'échanges d'expériences sur la mise en place de services techniques municipaux d'eau et d'assainissement au sein de communes burkinabè.

Avec qui ?

Cet atelier s'est tenu en présence d'élus, techniciens, services de l'État et partenaires du développement. En partenariat avec le PEA/GIZ (Programme Eau Assainissement).

L'atelier a donné lieu à une publication "La mise en place de services techniques municipaux d'eau potable et d'assainissement" pour rendre compte, valoriser et capitaliser les différentes expériences qui existent au Burkina Faso.

JOURNÉES EAU,
PLANÈTE ET PEUPLES

Un pont entre le forum officiel et le mouvement alternatif



Les 9 et 10 mars dernier, France Libertés et le CRID en partenariat avec la Coalition Eau et l'Effet Papillon rassemblaient au Conseil régional

PACA plus de 400 associations et mouvements de la société civile. L'objectif était de réunir les ONG actives au sein du forum officiel et celles du mouvement alternatif pour rechercher les points de convergence et de divergence, porter ensuite des messages communs et des exigences partagées au forum officiel. Ce rassemblement a permis de montrer au public que la société civile sait être force d'expertise, de proposition et de contestation sur les grands enjeux de l'eau. *Eau Vive* a pris toute sa place à ces journées. Juste Nansi, directeur pays, a fait partie du collège des quatre rédacteurs de la déclaration finale. Jean-Bosco Bazié, directeur général adjoint, a présenté l'approche d'*Eau Vive* pour mobiliser la société civile. D'autres équipiers ont présenté l'expertise de l'association dans un ensemble d'ateliers.

La déclaration finale :
www.france-libertes.org/declaration-finale-d-eau-planete.

FORUM MONDIAL DE L'EAU À MARSEILLE / TABLE RONDE - 13 MARS 2012

Des ministres traduisent un débat politique en solutions concrètes

Le Niger coorganisait avec l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo une table ronde ministérielle sur le thème: «l'eau pour le développement en Afrique». *Eau Vive*, facilitateur de cette table ronde, a suscité un partage d'expériences à haut niveau et permis des avancées certaines pour faire progresser le secteur sur le continent africain.



6^e FME - table ronde ministérielle - L'eau pour le développement en Afrique.

Convaincus que relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous nécessite une volonté politique, financière et une concertation entre l'ensemble des acteurs nationaux, les pays d'Afrique de l'Ouest participant à cette table ronde avaient tenu en amont du 6^e Forum Mondial de l'Eau (FME), 6 fora nationaux dans le cadre de l'initiative "À l'Eau l'Afrique, À l'Eau le monde".

Entre décembre 2011 et février 2012, des centaines d'usagers, représentants de collectivités locales, ONG, associations nationales et internationales, opérateurs privés et publics, autorités et services nationaux centralisés et décentralisés, partenaires techniques et financiers, se sont rassemblés pour identifier les points de blocage, partager les expériences réussies et inno-

vantes, identifier des solutions possibles. Forts de ce travail de concertation, les ministres ont eu matière à échanger lors de la table ronde du 13 mars à Marseille. Les différents débats ont porté sur la sécurité de l'eau face aux changements climatiques, de son optimisation pour la production d'énergie et de nourriture, ou encore son accès pour les besoins domestiques et autres dans les meilleures conditions de paix et de coopération.

À l'issue de quatre heures de discussion à huis clos, les ministres ont rédigé et adopté une déclaration commune met-

tant en avant des propositions concrètes. Cette déclaration traduit la volonté des États de faire de l'eau et de l'assainissement une priorité dans leurs stratégies nationales. Entre autres mesures, les pays se sont engagés à intégrer la question de l'eau au cœur des négociations sur les changements climatiques, afin de mieux prendre en compte leurs impacts sur le continent africain. Ils ont également affirmé leur volonté de procéder à des audits pour mesurer l'impact des industries extractives et de mettre en place une police de contrôle de la qualité de la ressource en eau.

Les pays ont noté l'enjeu d'appliquer la reconnaissance par l'ONU du droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement et de l'inscrire dans les constitutions nationales. Ils se sont engagés à placer en priorité des budgets nationaux le financement de l'accès à l'eau et à l'assainissement, à mieux exploiter les mécanismes de financements locaux et



DÉCLARATION

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DU 6^e FME

“Les droits de l’homme doivent revenir au cœur de toutes les politiques publiques”

L’Effet Papillon, mouvement international des ONG, attendait que le 6^e FME soit, bien au-delà d’un partage de solutions, un temps fort de mobilisation des acteurs politiques et marque un engagement opérationnel des États suite à la reconnaissance par l’ONU, en juillet 2010, du droit de l’homme à l’eau et à l’assainissement.



Juste Nansi d’Eau Vive présentant les engagements de l’Effet Papillon devant 3 000 personnes au 6^e FME.

La Déclaration ministérielle du Forum se devait d’aller plus loin et conduire à sa mise en œuvre opérationnelle, également dans la perspective des échéances onusiennes du Sommet de Rio+20 en juin 2012 et des OMD en 2015.

L’Effet Papillon, mobilisé pour influencer le projet de déclaration ministérielle, a participé aux deux réunions préparatoires (Prepcom) en décembre 2011 et février 2012 à l’Unesco – Paris. Chacune des réunions a rassemblé entre 70 et 130 représentants de gouvernements. La société civile y était représentée sur la base des neuf groupes majeurs de l’ONU (femmes, jeunes/enfants, peuples indigènes, agriculteurs, entreprises, syndicats/employés, scientifiques/universitaires, collectivités territoriales, ONG). En occupant trois sièges, les ONG se sont fait entendre et Eau Vive, membre fondateur de l’Effet Papillon, en a été l’un des porte-voix. Prises de parole politique, diffusion de positionnements et alliance

avec quelques pays clés (Espagne, Allemagne, Suisse, Togo ou Uruguay), ont permis aux ONG de s’exprimer pour faire progresser le secteur et atteindre, selon un calendrier défini, un accès à l’eau et à l’assainissement pour tous :

- Mettre en place un cadre juridique adapté pour la mise en œuvre du droit à l’eau.
- Mettre en œuvre des plans d’action nationaux du secteur, planifiés, concertés et budgétés.
- Soutenir les autorités locales dans l’exercice de leurs compétences.
- Mettre en place des mécanismes de régulation du secteur.
- Concerter les organisations de la société civile, les usagers de la ressource pour l’élaboration et le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques du secteur.
- Mobiliser des financements significatifs et respecter des règles de solidarité, en soutien à l’accès des populations

les plus démunies.

Certains messages ont été entendus, comme en témoigne la déclaration ministérielle adoptée. Si ce travail d’influence a contribué à faire fortement évoluer ce texte jusqu’à son adoption au Forum, les modalités opérationnelles de mise en œuvre du droit de l’homme à l’eau et à l’assainissement font cruellement défaut. **Ancrer ce droit dans les constitutions nationales**, le rendre opposable pour les populations privées d’accès, restent des mesures à définir. Cette approche par les droits de l’homme est essentielle au développement de tout territoire. Or, en période de crise, elle est trop souvent marginalisée, comme en témoignent les préparatifs du Sommet de Rio+20. Plus que jamais, la solidarité et les hommes doivent être remis au cœur de toutes les politiques publiques. ● butterflyeffectwwf.blogspot.fr/

Déclaration ministérielle officielle du 6^e FME (extraits)

... Nous nous engageons à accélérer la mise en œuvre des obligations en matière de droits de l’homme pour l’accès à l’eau potable et à l’assainissement par tous les moyens appropriés, au titre de nos efforts pour surmonter la crise de l’eau à tous les niveaux...

... nous sommes déterminés à assurer l’accès de tous à l’eau potable et l’assainissement aux niveaux requis de disponibilité, de qualité, d’acceptabilité, d’accessibilité et de coût en mettant l’accent sur les plus vulnérables et en prenant en compte la non discrimination et l’égalité femme-homme...

... nous entendons cibler nos efforts sur la planification et la coordination locale et nationale, des mécanismes adéquats de financement et d’investissement et des cadres robustes de régulation, de suivi de redevabilité, en impliquant toutes les parties prenantes...

Déclaration intégrale : www.worldwaterforum6.org/fr

FME
2010-2012

La mobilisation d’Eau Vive

Décembre 2010

Lancement du mouvement mondial des ONG Effet Papillon aux côtés de la Coalition Eau, du SIE, de FAN et Women For Water Partnership (WfWp)

Décembre 2011 à mars 2012

- Participation au processus ministériel préparatoire et influence du projet de Déclaration ministérielle
- “À l’Eau l’Afrique, À l’Eau le monde” : Eau Vive mobilisée aux côtés de six pays africains pour la tenue de fora nationaux de l’eau

9 et 10 mars 2012

Participation aux journées “Eau, Planète et Peuples, un pont entre les sociétés civiles”

12 au 17 mars 2012

Tenue de stand, organisations, animation de sessions, facilitation d’une table ronde ministérielle, partage d’expériences, interventions orales, interviews médias...

nationaux existants et à mettre en place une régulation pour que le service bénéficie à toutes et tous. Ils ont aussi appelé au renforcement des mécanismes de solidarités et de coopérations internationales.

Les pays ont reconnu que le financement du secteur n’est pas le seul enjeu : la mise en œuvre opérationnelle de stratégies nationales et une gouvernance adaptée sont tout aussi importantes.

Il est essentiel pour les pays de relever le défi du secteur en mutualisant les expériences et les pratiques. Aujourd’hui, l’enjeu est de renforcer et systématiser le dialogue entre l’État et la société civile dans le cadre de l’élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques du secteur. Chacun des pays s’est engagé à pérenniser la tenue de fora nationaux de l’eau à l’image de ceux initiés avec “À l’Eau l’Afrique, À l’Eau le monde”. ●



DÉVELOPPEMENT

MALI

Eau Vive engagée aux côtés de six communes

EN BREF

À lire



La Mare à malice
Érik Orsenna invite dans ce livre «... les grands décideurs, à l'occasion

des rendez-vous internationaux, véritables festivals de promesses, à régler une bonne fois pour toutes les problèmes d'accès à l'eau dans le monde...»

Conte illustré par Zoétaba.
www.eau-vive.org – boutique solidaire



Retour de corvée d'eau.

La région de Mopti dispose de zones inondables dans la plaine du fleuve Niger et de zones où l'accès à l'eau potable

est presque inexistant. C'est le cas dans le cercle de Bankass où de nombreuses localités sont particulièrement défavorisées (taux d'accès à l'eau : 40%). Depuis 2007, *Eau Vive* a développé avec les communes de ce cercle un programme d'accès à l'eau et à l'assainissement. En 2011, au regard des besoins exprimés par les élus, un nouveau projet de développement s'est ouvert dans les communes de Bankass, Baye, Ségué, Lessagou, Kani-Bozon et Diallassagou.

L'économie locale de cette région, basée sur l'agriculture vivrière, offre de bonnes perspectives

d'exploitation, mais les moyens financiers font défaut. Le projet vise d'une part, à améliorer de façon durable l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et d'autre part, à appuyer la production locale et la protection de l'environnement dans ces communes. Baye et Bankass ont déjà bénéficié de l'appui d'*Eau Vive* et les actions identifiées sont une suite logique et une consolidation des acquis. Les autres communes, les plus défavorisées de la région en termes d'infrastructures hydrauliques, bénéficieront d'un appui spécifique dans ce domaine. ●

À écouter



«**Sawa**», CD de Mounawar (mai 2012 / Maecha Métis)
Mounawar s'adresse aux hommes, il parle de leurs souffrances mais aussi de ces comportements qui leur sont propres, qui les amènent à ne jamais se satisfaire de ce qu'ils ont.



«**Ndayaan**», CD d'Omar Pene
Fidèle aux engagements qu'il a pris depuis de nombreuses années, Omar Pene prend une fois de plus la défense des jeunes générations avec ce nouvel album.

PAYS SAHÉLIENS

Une crise alimentaire peut être évitée si elle est anticipée



Le fromage wagashi fumé, très nutritif, a une durée de conservation de 3 à 4 mois.

Cette année encore, selon les dernières estimations, 15 millions de personnes dans sept pays sahéliens subissent une grave crise alimentaire et le monde semble s'en étonner.

Pourtant, la faible pluviométrie, le bas niveau des nappes phréatiques, les mauvaises récoltes, le manque de pâturages, la hausse des prix des produits alimentaires... étaient autant de phénomènes annonciateurs

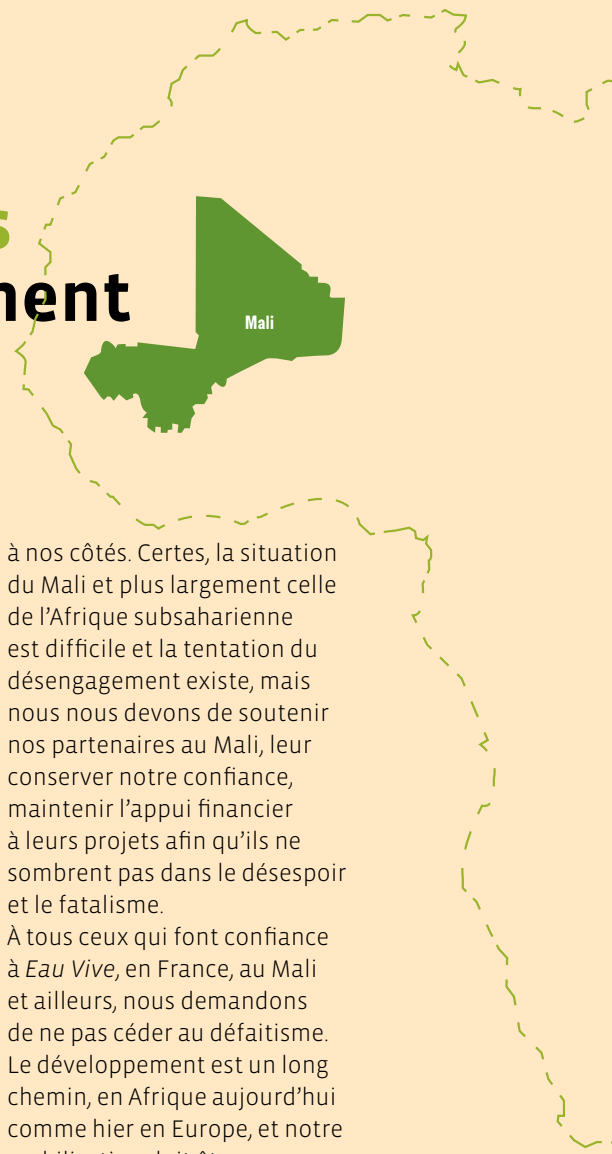
de graves problèmes. Au Sahel, l'insécurité alimentaire est devenue un problème chronique et ne peut plus être traitée comme un événement limité, provoqué par des risques occasionnels.

En 2003, *Eau Vive* ouvrait un programme au nord du Burkina Faso pour soutenir une population particulièrement exposée aux problèmes de sécurité alimentaire. Des indicateurs annonciateurs de crise ont été mis en place avec le financement de l'Union européenne, le soutien de donateurs et en collaboration avec les élus locaux. Un appui particulier a été apporté aux femmes et aux agriculteurs. Des formations aux techniques de séchage des légumes et de

transformation des produits alimentaires (le lait en fromage, par exemple), outre les bienfaits d'une nourriture plus équilibrée, permettent d'augmenter la durée de conservation et donc de disponibilité des produits pour faire face à la période de soudure. L'aménagement de points d'eau pour le bétail ou l'optimisation des systèmes d'irrigation des zones maraîchères régulent aussi la consommation d'eau. Ce programme permet aujourd'hui à la population de reconnaître les signes annonciateurs d'une crise, de réagir rapidement et d'y faire face. C'est en agissant sur le long terme que nous réduirons la vulnérabilité des populations dans le futur. ●

MALI

C'est dans les moments difficiles que l'engagement prend tout son sens



Depuis trois mois, le Mali traverse une crise politico-militaire marquée par un coup d'État qui a renversé, un peu plus d'un mois avant les élections présidentielles, le président Amadou Toumani Touré. Trois régions du Nord (Kidal, Gao et Tombouctou) ont été occupées par différents groupes armés (islamistes, rebelles touaregs, trafiquants en tous genres...). Cette situation de chaos est le point culminant d'une accumulation de nombreuses tensions (insécurité, mauvaise gouvernance, chômage, déficit des services sociaux de base, exode rural, dégradation des ressources naturelles, déficit céréalier...). La crise est donc une crise économique et sociale.

Eau Vive dispose d'une équipe à Bamako et intervient dans le cercle de Bankass, dans la région de Mopti, à la limite des régions en crise. À l'heure où nous imprimons ce numéro d'*Eau Vive Actualités*, le cercle de Bankass n'a pas enregistré de problème d'insécurité : les instances communales, les services techniques déconcentrés de l'État et les entreprises fonctionnent normalement. Les équipes d'*Eau Vive*, étant locales, poursuivent leurs activités en observant cependant la plus grande prudence dans les déplacements sur le terrain. Nous restons donc engagés auprès de la population malienne et demandons à tous nos partenaires et donateurs d'être mobilisés

à nos côtés. Certes, la situation du Mali et plus largement celle de l'Afrique subsaharienne est difficile et la tentation du désengagement existe, mais nous nous devons de soutenir nos partenaires au Mali, leur conserver notre confiance, maintenir l'appui financier à leurs projets afin qu'ils ne sombrent pas dans le désespoir et le fatalisme. À tous ceux qui font confiance à *Eau Vive*, en France, au Mali et ailleurs, nous demandons de ne pas céder au défaitisme. Le développement est un long chemin, en Afrique aujourd'hui comme hier en Europe, et notre mobilisation doit être tenace. ●

LE SAVIEZ-VOUS ?



Mali
15 millions d'habitants
75,5 % ont accès à l'eau potable
11,4 % ont accès à un assainissement de base

DONNER



Stéphane Cazes, Cinéaste

“J'ai eu la chance de constater de mes propres yeux la qualité de l'action d'*Eau Vive* au Burkina Faso. Je ne peux que soutenir ce formidable travail. *Eau Vive* n'est pas une ONG de “blancs” qui viennent apporter de l'eau aux Africains. *Eau Vive* au Burkina Faso, c'est

une quinzaine de Burkinabè extrêmement compétents, professionnels, passionnés par leur métier et concernés par le développement de leur pays. J'ai été impressionné par leur savoir-faire.

Du villageois au maire de la commune, ils sont à l'écoute de chacun, interviennent à tous les niveaux, anticipent les problèmes et maîtrisent parfaitement leur projet.

J'ai réalisé un reportage sur leur travail, «*Eau Vive*, l'eau à la source du développement» et j'espère que ce documentaire* aidera *Eau Vive* à trouver

davantage de financements et à développer sa notoriété. Offrir un film à *Eau Vive* pour améliorer la vie des habitants est une façon de confirmer ma volonté infaillible de militer pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Volonté que j'espère transmettre au plus grand nombre.”

* Documentaire disponible sur www.eauvive.org

 **Bulletin de don au verso**

APPEL AUX DONNS

BURKINA FASO, MALI, NIGER :

Mobilisons-nous pour la sécurité alimentaire en Afrique



À l'heure des menaces de crise alimentaire, est-il besoin d'affirmer encore l'importance d'une approche de développement à long terme? Cette approche intégrée fait ses preuves chaque année.

Elle permet progressivement d'asseoir un tissu socio-économique équilibré, source de bienfaits nutritionnels, d'émulation au sein du village,

avec des retombées positives en termes de capacité d'investissement et d'organisation, qui laissent envisager un avenir plus prometteur.

Nous savons tous qu'après la réalisation d'un forage dans un village, les femmes ne sont plus assujetties à la corvée d'eau. Elles utilisent ce temps libéré à de nouvelles occupations. Le projet que nous vous propo-

sons de soutenir aujourd'hui vise à leur permettre d'accéder aux moyens de production supplémentaires dont elles ont besoin pour développer leurs activités.

Il s'agit d'engager une dynamique, à partir de leurs initiatives, à l'échelle de la communauté rurale, en alliant réflexion collective, formation et gestion avec des solutions techniques simples, adaptées et accessibles faisant appel à leur contribution personnelle, au micro-crédit et à la mobilisation extérieure.

La zone, à la confluence du Burkina Faso, du Mali et du Niger, nécessite un renforcement des actions de développement déjà en cours. Nos efforts doivent permettre à la population d'assurer une plus grande disponibilité alimentaire et de procurer des ressources supplémentaires pour faire face à l'arrivée des réfugiés. ●

Financement recherché : 29 000 €

La sécurité alimentaire de 184 000 personnes

Zone d'intervention

11 communes sur 3 pays (Burkina Faso, Mali et Niger)

Programme

- Développer la culture de haricots (niébé)
- Construire des puits maraichers
- Aménager une mare et des étangs piscicoles
- Aménager des périmètres maraichers
- Développer la culture irriguée par goutte-à-goutte
- Former à l'embouche ovine et à l'élevage de la volaille et développer ces activités
- Former au compostage et vulgariser sa pratique
- Apporter du conseil aux groupements en matière de gestion de leurs activités
- Permettre l'accès au crédit et améliorer le niveau d'épargne



➤ Eau Vive dispose du Label Ideas qui garantit son action en

terme d'éthique, de gouvernance, de gestion et d'efficacité.

Oui, je soutiens l'action d'Eau Vive

À retourner à Eau Vive : 27, rue Léon Loiseau — 93102 Montreuil Cedex

Je fais un don de : 20€ 40€ 60€ autre _____ €
(Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Eau Vive)

Je choisis le don durable mensuel : 10€ 20€ autre _____ €
(Je complète l'autorisation de prélèvement ci-contre)

Je deviens adhérent individuel : 30€ (15€ adhésion Eau Vive nationale + 15€ adhésion Eau Vive)

Je deviens adhérent collectif : 200€ (100€ adhésion Eau Vive nationale + 100€ adhésion Eau Vive)

Afrique : pour les adhésions en FCFA, contactez Eau Vive au Burkina Faso : (226) 50 30 75 75 ; au Mali : (223) 2020 02 11 ; au Niger : (227) 20 72 49 90 ; au Sénégal : (221) 33 951 35 24.

MME MLLE M.

NOM / PRÉNOM

ADRESSE N°, BÂT., RUE

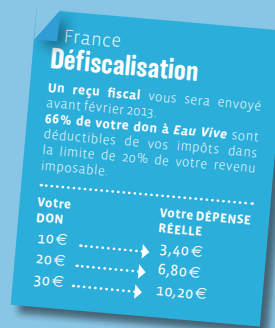
CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

EMAIL

EVA n°52



AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

À compléter et retourner accompagné d'un RIB ou RIP. Eau Vive s'occupera des formalités avec ma banque. Le premier prélèvement interviendra le 5 du mois suivant la réception de ce formulaire.

Coordonnées de ma banque

Nom

Adresse

Compte à débiter

Code établissement

Code guichet

N° compte

RIB

Association bénéficiaire : Eau Vive, N° national d'émetteur : 517931

Autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever directement, sur ce dernier, mon don mensuel en faveur de l'Association Eau Vive le 5 de chaque mois. Je pourrai suspendre cet accord à tout moment.

Fait à

Le

Signature obligatoire

CNIL. Conformément à la loi n° 7817 du 6/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier, il suffit de nous écrire. Les informations qui vous concernent sont destinées à Eau Vive.